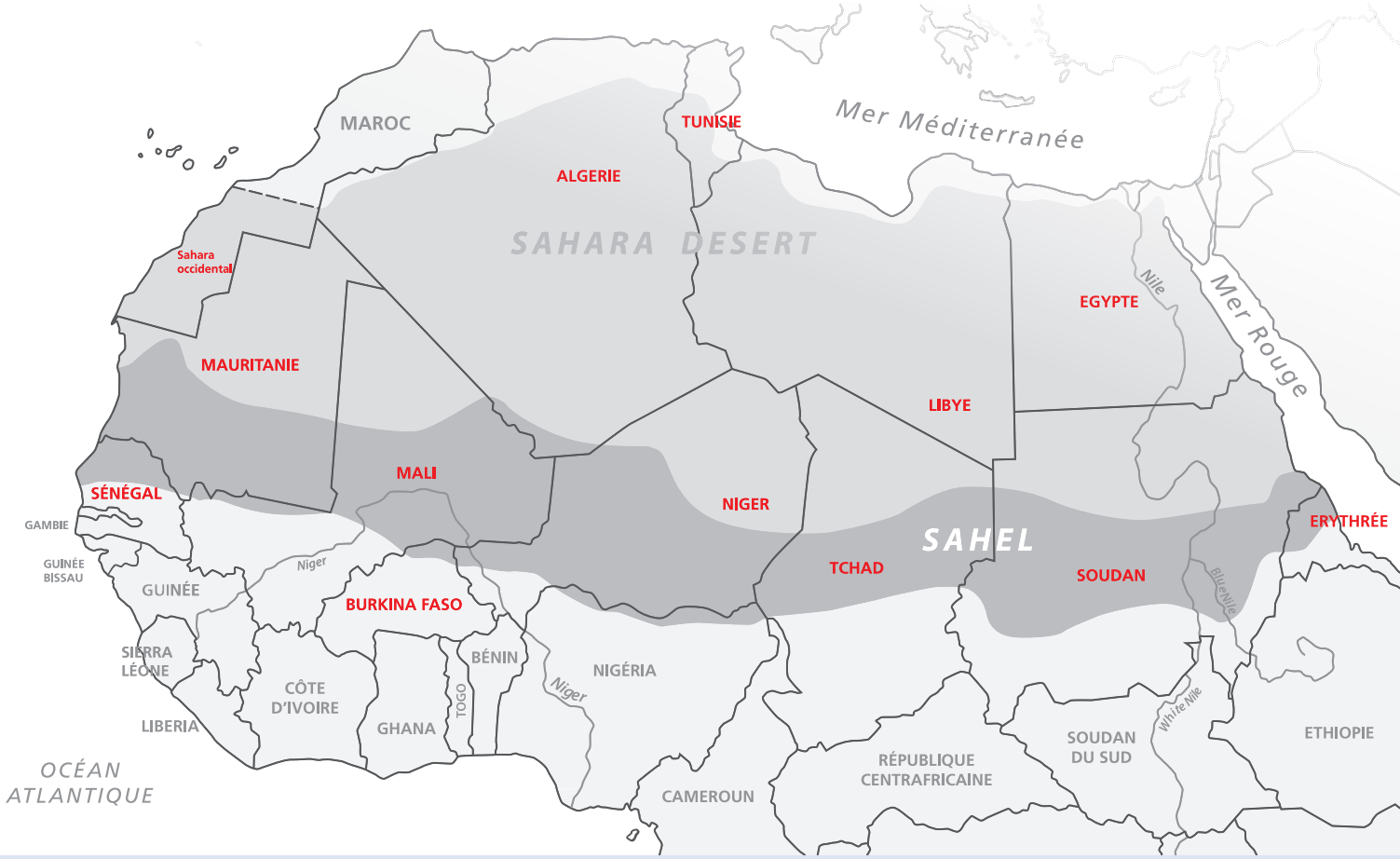
FRIEDRICH EBERT STIFTUNG



RAPPORT SAHEL-SAHARA DIALOGUE 4ème édition

Le Sahel face aux enjeux et mutations géopolitiques contemporaines : vers quelles perspectives pour la région ?

20 - 21 Mars 2023

Niamey, Niger

NOUVELLES APPROCHES DE SÉCURITÉ COLLECTIVE

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E, Rue de Fatick x Boulevard de l'Est
Résidence Bity Lokho, 6éme étage
BP 15416 Dakar-Fann, Sénégal

Tél. : +221 33 859 20 02
Fax : +221 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org
www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2023

Conception graphique :
Green Eyez Design SARL
www.greeneyezdesign.com

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans le présent rapport sont celles des intervenants et ne correspondent pas nécessairement à celle de la FES.

Table des matières

Abréviations 04

Contexte 05

Introduction 06

I. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE 07

II. DÉROULEMENT DE LA CONFÉRENCE 08

Note introductive des travaux de la conférence 08

Panel 1 : Analyse des dynamiques et enjeux sécuritaires au Sahel et leurs impacts sur la stabilité de la région et des pays du Golfe de Guinée ? 09

Panel 2 : Quelles approches et stratégies régionales intégrées pour aborder durablement les menaces sécuritaires hybrides et dynamiques au Sahel ? 12

Panel 3 : Sécurité collective au Sahel : quelles contributions des populations civiles aux efforts de paix et de stabilisation de la région ? 15

Panel 4 : Partage d'expériences et analyse des stratégies nationales de résilience contre l'insécurité au Sahel. 18

Panel 5 : Les perspectives d'une paix durable au Sahel : vers quels scénarii possibles à court, moyen et long terme ? 21

III. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES. 23

Abréviations

ACLED	The Armed Conflict Location & Event Data Project
ALPC	Armes légères et de petit calibre
AQM	Al-Qaeda au Maghreb Islamique
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BSIAT	Brigade spéciale des investigations anti-terroristes et la lutte contre la criminalité organisée
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CMA	Coalition des mouvements de l'Azawad
CNESS	Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité
CNS	Conseil National de Sécurité
CONASUR	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
COTN	Commandement des opérations du théâtre national
EIGS	Etat Islamique au Grand Sahara
EV	Extrémisme violent
FDS	Force de défense et de sécurité
FES PSCC	Friedrich Ebert Stiftung - Projet Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
GSIM	Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans
GTA	Groupes terroristes armés
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
HCDS	Haut Conseil pour le Dialogue Social
HCRUN	Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale
MNJTF	Multinational Joint Task Force
MPSR	Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
ONAFAR	Observatoire national des faits religieux
ONAPREGECC	Observatoire national pour la prévention et la gestion des conflits communautaires
ONU	Organisation des Nations-unies
OSC	Organisation de la société civile
PNDES	Plan national de développement économique et social
PPP	Partenariat public privé
PUS	Programme d'urgence pour le Sahel
SDS	Stratégie pour le développement et la sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture
UNOWAS	Bureau des Nations-unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
VDP	Volontaire pour la défense de la patrie

Contexte

Depuis des années, les pays du Sahel sont aux prises avec une succession de crises d'ordre politique, humanitaire, environnemental et sécuritaire aux impacts négatifs sur la paix, la stabilité et le développement de cette région. Les menaces de déstabilisation de ce vaste espace englobent un spectre étendu de facteurs économiques et sociaux (pauvreté et inégalités), politiques, des tensions intercommunautaires liées à l'accès et à l'exploitation des ressources naturelles rares en raison du changement climatique, entre autres. L'insécurité y est également alimentée par l'implantation de groupes extrémistes (AQMI, EIGS) avec des capacités limitées des Etats et surtout l'absence de stratégies claires des gouvernants politiques de la région à y faire face, la criminalité transfrontière organisée facilitée par l'immensité et la porosité des frontières, la circulation illégale des armes légères et de petit calibre (ALPC). A ces facteurs structurants viennent s'ajouter des vulnérabilités qui bouleversent davantage le Sahel. D'abord, depuis 2020 la région semble faire face à un recul des acquis démocratiques avec le retour du phénomène des changements anticonstitutionnels de pouvoir à travers les coups d'Etats militaires perpétrés dans certains pays du Sahel. Ensuite, certains pays de la région cherchent à redéfinir leurs stratégies de lutte pour « *répondre plus efficacement aux besoins de sécurité de leurs populations* » en diversifiant leurs partenaires et en impliquant de nouveaux acteurs. Enfin, la région semble accuser les contre coups de la pandémie à Corona virus depuis son apparition en 2020 mais aussi de la guerre en Ukraine tant sur le plan socio-économique (avec une inflation économique généralisée) que sécuritaire (avec une réorientation des priorités des partenaires occidentaux dont le soutien semble être de plus en plus tourné vers l'Ukraine au détriment de la région sahélienne).

Il faut aussi souligner que, de plus en plus, l'insécurité qui se développe au Sahel commence à se propager vers les pays du Golfe de Guinée (Côte-d'Ivoire, Bénin, Ghana, Togo) faisant craindre une contagion de la menace extrémiste au regard des récentes attaques attribuées par les autorités de ces pays aux groupes terroristes armés (GTA). Le caractère transnational et hybride des menaces et défis à la sécurité et la stabilité au Sahel ainsi que leur rapide extension régionale appellent donc une réponse intégrée de la part des Etats du Sahel. Malgré d'importants efforts pour stabiliser et sécuriser cette région, force est de constater que les solutions proposées demeurent insuffisantes voire inefficaces, à ce jour. En attestent les fréquentes attaques extrémistes et criminelles avec leurs lots récurrents de pertes en vies humaines civiles et militaires, les déplacés et réfugiés qui ne cessent de fuir leurs villages, la résurgence des coups d'Etat (Mali, Burkina Faso, Guinée-Conakry). L'enjeu réside certainement dans la communautarisation de la sécurité face aux défis sécuritaires dans cette région.

Introduction

Les phénomènes de la radicalisation et de l'extrémisme violent (EV) sont devenus, ces 20 dernières années, des préoccupations mondiales. Dans la région sahélo-saharienne, ils constituent des menaces graves contre la paix, la sécurité et le développement. Ils viennent complexifier davantage un contexte déjà caractérisé par des crises multiformes qui mettent à rude épreuve la quiétude et la cohésion sociale des pays de la région.

Les réponses essentiellement sécuritaires ont montré des limites. Afin d'impulser une meilleure prise en charge de cette problématique, aussi bien au niveau international qu'au niveau interne des Etats, le plan d'action des Nations Unies pour la prévention et la lutte contre l'EV a recommandé, à chaque Etat, de prendre les dispositions nécessaires pour se doter d'un cadre d'actions coordonné afin d'organiser la prévention et la lutte contre l'EV sur toute l'étendue de son territoire. De même, la réunion des ministres en charge de la sécurité et des affaires religieuses des pays du G-5 Sahel, organisée du 11 au 14 mai 2015 à Niamey (Niger), a adopté une importante déclaration relevant clairement que la radicalisation et l'extrémisme violent sont des fléaux majeurs qui exigent des réponses transversales, concertées, immédiates et des actions à plus long terme. Dans cette dynamique, le Secrétariat Exécutif du G-5 Sahel a élaboré un guide régional de référence pour appuyer les Etats membres dans leurs efforts de conception et d'élaboration de leurs stratégies nationales. Ce guide, adopté à N'Djamena (Tchad) le 22 novembre 2018 par les pays membres du G-5 Sahel, préconise une approche transnationale et régionale dans les réponses aux menaces que constituent la radicalisation et l'EV. Le diagnostic globalement réalisé fait état de la situation suivante :

- La région du Sahel est aujourd'hui encore immature et instable propice au développement des activités illicites ou de déstabilisation.
- Depuis 2015, la violence armée s'accroît et se répand dans le Liptako-Gourma. Les attaques attribuées à des groupes extrémistes violents se sont multipliées et étendues au Mali, puis au Niger et au Burkina Faso.
- L'aggravation des attaques terroristes et des incidents violents perpétrés par des groupes armés non étatiques et des groupes terroristes affiliés à l'EI et à Al-Qaïda, ainsi que les déplacements massifs de populations et l'augmentation des besoins humanitaires.
- La multiplication des coups d'État militaires au Mali, Tchad et au Burkina Faso.
- L'expansion des groupes terroristes vers les pays côtiers, notamment dans le golfe de Guinée, et leurs liens croissants avec les réseaux criminels organisés et les pirates afin de faciliter le trafic de drogues, d'armes et de munitions.
- Une reconfiguration des forces de sécurité régionales, notamment après le retrait du Mali du G-5 Sahel et des forces de l'opération Barkhane par la France.
- La transposition des rivalités entre puissances dans la région ouest-africaine et plus spécifiquement au Sahel.

Cette 4ème édition Dialogue du Sahel Sahara sur le thème « *Le Sahel face aux enjeux et mutations géopolitiques contemporaines : vers quelles perspectives pour la région ?* » a permis d'établir un cadre permanent de dialogue entre spécialistes des questions sécuritaires du Sahel, du Golfe de Guinée et du continent africain pour promouvoir une meilleure sécurité collective, partager des expériences de résilience face à l'insécurité et proposer des recommandations stratégiques réalisables à l'endroit des décideurs politiques et partenaires de la région (ONU, UA, CEDEAO, UE, G-5 Sahel, MNJTF).

I. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été faite avec la présence d'experts ouest-africains (8 nationalités) composés de praticiens, d'universitaires, de chercheurs, de représentants d'OSC, de *think tank*, des forces de défense et de sécurité, d'institutions étatiques, d'organisations sous-régionales et de diplomates. Elle a été marquée par les allocutions du directeur du bureau FES PSCC, du chargé d'Affaires de l'Ambassade Fédérale d'Allemagne à Niamey (Niger) et du directeur des Etudes et de la Prospective Sécuritaire du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation du Niger.

Dans son allocution, le directeur de FES PSCC après avoir salué et remercié les participants pour leur disponibilité a mis l'accent sur les énormes défis et challenges que connaît la région du Sahel et leur extension inexorable vers les pays côtiers du Golfe de Guinée. Quant au chargé d'Affaires de l'Ambassade Fédérale d'Allemagne au Niger, il a tout d'abord rappelé que, le Sahel continue d'être menacé par des facteurs multiples et variés tels que le terrorisme, l'extrémisme violent et les effets du changement climatique avec des conséquences sur le plan politique, économique et social. Pour lui, cette région reste d'une grande importance pour l'Europe non seulement sur les questions de la migration et de la lutte contre le terrorisme, mais encore sur les nouvelles possibilités pour la coopération notamment en ce qui concerne les potentialités que regorge la région en matière d'énergie renouvelable. Il a aussi mis l'accent sur la question du respect de l'Etat de droit et de la protection de la population civile, en particulier les groupes les plus vulnérables qui guide la politique étrangère allemande sans oublier la question de la consolidation des systèmes démocratiques.

Enfin, appelé à prononcer le mot de lancement officiel de la rencontre, le Contrôleur Général de la Police et Directeur des Etudes et de la prospective Sécuritaire du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation du Niger a tenu tout d'abord à rappeler qu'il y a 3 volets à prendre en compte dans la stratégie de lutte contre le terrorisme. Il s'agit selon lui de combiner la défense, le développement et la diplomatie afin de faire face efficacement au phénomène. Il faut aussi y associer d'autres questions comme celle des repentis que le Niger est en train de mettre en œuvre.

II. Déroulement de la conférence

Note introductive des travaux de la conférence

Prononcée par un journaliste-écrivain, spécialiste des questions sécuritaires du Sahel et du Bassin du Lac Tchad, la note introductive portait sur le thème : *Le Sahel face aux enjeux et mutations géopolitiques contemporaines : vers quelles perspectives pour la région ?* La note a relevé quelques éléments caractéristiques du contexte actuel au Sahel :

- Une absence d'amélioration significative dans les pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, résilience fragile au Niger) ;
- La persistance du risque d'extension de la menace aux pays du Golfe de Guinée (Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire) ;
- Un changement de mode opératoire des groupes terroristes entre 2019/2020 dans la zone des trois frontières, marqué par le ciblage systématique des populations civiles et les ordres de déguerpissement aux villages entraînant une nette aggravation de la situation humanitaire ;
- Les changements non constitutionnels au Burkina Faso et au Mali et leurs implications dans la gestion de la crise sécuritaire.

Parmi les facteurs aggravant de la crise sécuritaire dans cette région on note fréquemment :

- L'option du tout militaire et sécuritaire privilégié par les autorités, mais qui continue de montrer ses limites. Une pareille option conduit à des arbitrages budgétaires nettement favorables aux secteurs de la défense et la sécurité, ce qui affaiblit la capacité de l'Etat a délivrer les autres services publics, notamment en matière de santé et d'éducation, entre autres.
- Le recul des efforts de construction d'une réponse transnationale et régionale (difficultés du G-5 Sahel, absence d'une réelle articulation entre l'Initiative d'Accra, le G-5 Sahel et la CBLT à travers le MNJTF.
- L'endogénéisation de la menace et les tensions intra et intercommunautaires.
- L'intensification des rivalités entre l'EIGS et le GSIM sur fond de conquête territoriale

Toutefois, en dépit de la gravité de la situation, l'espoir reste encore permis, comme le montre la grande résilience des populations sahéliennes. En cela les réponses pensées par les décideurs doivent être holistiques avec l'appui et la contribution des partenaires de la région. Une approche transnationale et régionale est donc incontournable pour répondre efficacement aux défis de l'insécurité au Sahel et dans les pays côtiers (G-5 Sahel, Initiative d'Accra, Autorité du Liptako Gourma, CEDEAO, etc.).

Panel 01 :

Analyse des dynamiques et enjeux sécuritaires au Sahel et leurs impacts sur la stabilité de la région et des pays du Golfe de Guinée ?

La région du Sahel vit depuis plus d'une décennie une crise multidimensionnelle qui secoue les fondements des États fragilisés par la mauvaise gouvernance et la corruption dans une région où le dérèglement climatique accentue la raréfaction des ressources. Cela a comme conséquences une déstructuration de la cohésion sociale, des affrontements et conflits divers faisant de nombreux morts civils et militaires et des déplacés internes, une perte de contrôle de plusieurs pans des territoires par les Etats. Malgré les interventions militaires, civiles, de coopération et de développement la situation sécuritaire continue à se dégrader avec un impact considérable sur les droits humains, des abus sur les populations civiles imputables aux parties belligérantes, l'expansion territoriale progressive de la menace vers les États du Golfe de Guinée et un impact global sur la stabilité de la région.

En janvier 2023, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a fait état d'une détérioration de la situation sécuritaire, d'un nombre croissant de victimes de la violence, de la propagation du terrorisme et d'une situation humanitaire désastreuse au Sahel. Selon les données d'ACLED en deux ans (2020-2022) près de 2500 civils, ont été tués (rien qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger) et plus de deux millions de personnes ont dû fuir leur foyer à cause des violences dans ces trois pays du Sahel central et des millions de filles et de garçons sont privés d'éducation dans cette région. A ces défis auxquels la région fait face sont venues s'ajouter la pandémie de Covid-19 et la résurgence des coup d'Etats. Ce qui suscite les interrogations suivantes :

- Quelles sont les dynamiques sécuritaires à l'œuvre dans le Sahel et qui conduisent à la persistance et l'aggravation de la situation sécuritaire ?
- Quels sont les principaux acteurs qui les portent et influencent le contexte sécuritaire de la région et quelles sont leurs interactions ?
- Comment la situation peut-elle affecter les États voisins du Golfe de Guinée ?

La dynamique sécuritaire inquiétante qui prévaut actuellement au Sahel est influencée par des acteurs polysémiques, hybrides et opportunistes. Il y a lieu de comprendre qu'il y a des dynamiques endogènes auxquelles se sont ajoutées des dynamiques exogènes. Cette jonction des dynamiques a créé de nouvelles fragilités que sont : le contrôle des pans de territoire par les groupes armés, la consolidation de la criminalité transnationale organisée et la prolifération des armes, les interventions militaires diverses créatrices de nouvelles sources de conflictualité et l'émergence de nouveaux acteurs armés non étatiques. Cette dégradation continue de la situation sécuritaire au Sahel met la région au centre des jeux d'influence des puissances étrangères. La complexification de la situation et l'inefficacité des stratégies de sortie de crise impactent le développement de la région et accentuent la pauvreté génératrice de crises nouvelles. La situation sécuritaire critique dans le Sahel et son débordement sur le septentrion des pays côtiers du Golfe de Guinée est déstabilisante pour l'ensemble de la région ouest-africaine. A titre d'exemple, la Côte-d'Ivoire est passée de zéro incident en 2016 à 17 en 2022 ; le Togo est passé d'un (01) incident en 2021 à 20 en mars 2023 ; au Bénin d'un (01) incident en 2021 on est passé à 38 en 2023. Au Ghana il existerait des cellules dor-

mantes. Ces statistiques des incidents montrent clairement que le phénomène d'insécurité est en train de se propager de plus en plus vers les pays côtiers avec la progression des groupes armés mais surtout avec la communautarisation des conflits. Les régions transfrontalières allant du Sénégal au bassin du lac Tchad ont toujours été marquées par une insécurité « résiduelle ». Aujourd'hui, la nouveauté tient au fait que l'on assiste à des incidents qui se multiplient et indiquent une pression des groupes armés vers les pays côtiers sous forme d'incursions ou d'attaques coordonnées à grande échelle contre des cibles stratégiques. Les causes profondes de ces attaques qui se multiplient dans ces zones transfrontalières sont à chercher du côté de tensions sociales persistantes ainsi que de modes de gouvernance et de gestion de conflits le plus souvent inadéquats. En définitive, à de rares exceptions près, le facteur religieux est rarement le premier facteur poussant les populations vers la radicalisation et la violence. À contrario, la pauvreté et le désœuvrement, tout comme le sentiment d'injustice, poussent les individus vers les groupes armés violents, que leur motivation soit criminelle ou religieuse. Ici, les jeunes sont des cibles faciles pour ces bandes souvent à la recherche de main d'œuvre.

Les zones transfrontalières, tout comme les zones de conflits tels que le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad, font face à des tensions sociales fortes. Celles-ci se manifestent de trois façons et varient d'une zone à l'autre.

- La première manifestation de ces tensions est intercommunautaire, menant à plusieurs affrontements. A la frontière entre le Mali et le Sénégal, par exemple, les frustrations qui résultent des violences liées à l'esclavage par ascendance peuvent servir de brèches exploitables aux groupes extrémistes pour s'étendre au-delà du Sahel.
- Le deuxième défi identifié dans les zones transfrontalières des pays côtiers est principalement lié à l'accès aux ressources naturelles. Les conflits autour des ressources sont une autre cause apodictique de tensions sociales. Certes, ce type de conflit n'est pas nouveau mais est largement influencé par des nouvelles dynamiques comme la circulation des armes et les changements climatiques.
- Enfin, la raréfaction des ressources naturelles et des terres arables, conséquence du changement climatique et de la poussée démographique. Basés sur une culture de subsistance, les modes traditionnels d'accès et de gestion des ressources naturelles ont été bouleversés. Si les mécanismes traditionnels ont longtemps guidé les rapports sociaux en matière de gestion de ces ressources, aujourd'hui, ils ne sont plus suffisamment efficaces face à l'accroissement de la demande.

La question de la gouvernance est également au cœur des dynamiques conflictuelles, notamment dans les zones transfrontalières. L'évolution du contexte dans ces territoires, notamment avec la pression des groupes armés violents, les changements climatiques, n'a pas été suivie de politiques adaptées et ajustées. Parmi les questions les plus épineuses, on peut citer l'accès à la justice et le rapport de l'État central avec ses administrés, en particulier les groupes les plus vulnérables comme les femmes et les jeunes. Alors que le désir de la jeunesse pour des sociétés paisibles, plus sûres, saines et inclusives s'accroît, il n'y a pas de politique effective pour répondre à cette demande. Il faut également mentionner l'existence d'une fracture en matière de gouvernance des ressources naturelles. Par ailleurs, ces zones sont d'une importance stratégique pour les groupes extrémistes violents notamment pour le financement de leurs activités. Les tensions autour des zones aurifères, notamment celles liées à la dégradation de l'environnement, à la gouvernance locale, à la circulation d'armes, constituent une opportunité manifeste pour les groupes extrémistes violents de s'implanter.

Le débordement de la crise dans les États littoraux est révélateur des limites du « tout militaire ». De fait, au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, une focalisation excessive sur la réponse militaire au détriment d'une approche plus holistique n'a donné lieu qu'à des succès tactiques temporaires au lieu d'un gain stratégique à long terme. Des réponses plus adaptées au contexte doivent être trouvées pour limiter l'expansion de l'insécurité vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest et contribuer à la paix et à la stabilité de la région.

L'aggravation de la situation sécuritaire dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest fait craindre le pire. Les groupes extrémistes violents peuvent possiblement y trouver un terreau fertile, notamment au regard d'une cohésion sociale parfois faible, d'une gouvernance locale limitée et d'un manque de présence effective de l'État central. Toutefois, l'heure est encore à l'optimisme. Des réponses peuvent être apportées localement afin d'éviter que la situation ne s'aggrave et que les pays côtiers ne deviennent eux aussi des foyers de conflits violents. Dans le cas contraire, le projet d'expansion d'Al-Qaïda du Sahel vers le golfe de Guinée pourrait bel et bien voir le jour.

Recommandations

- Favoriser la collaboration transfrontalière pour réduire les clivages politiques qui se dessinent dans les pays du Sahel et du littoral et combler le fossé entre les prises de décisions politiques centralisées et les communautés locales.

- Promouvoir la cohésion sociale et la consolidation de la paix en multipliant les actions de sensibilisation auprès des communautés, pour un bon vivre ensemble. Les acteurs étatiques comme la société civile ont leur rôle à jouer de ce point de vue. Par exemple, en mars 2022, la banque mondiale a annoncé un investissement régional de 450 millions de dollars dans les régions septentrionales des pays du Golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo) visant à renforcer la confiance et la résilience par la cohésion sociale horizontale (intercommunautaire) et verticale (État-populations) en contribuant à l'amélioration des conditions de vie dans un contexte de conflit et de vulnérabilité.

- La nécessité d'une meilleure coordination dans le cadre d'une approche transnationale. Les solutions au cas par cas ne doivent pas exclure des approches plus stratégiques et impliquant les acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux. Une meilleure harmonisation d'approches entre l'Union Africaine, la CEDEAO, le G-5 Sahel et l'initiative d'Accra pourrait par exemple servir de cadre de partages d'expériences important pour la sous-région. L'existence d'un tel cadre pourrait aussi faciliter la collaboration avec les initiatives locales, nationales et régionales de la société civile, ainsi que la coopération avec les partenaires techniques.

Panel 02 :

Quelles approches et stratégies régionales intégrées pour aborder durablement les menaces sécuritaires hybrides et dynamiques au Sahel ?

Malgré d'importants efforts pour stabiliser et sécuriser le Sahel, force est de constater que les solutions proposées demeurent insuffisantes voire inefficaces, à ce jour. En attestent les fréquentes attaques extrémistes et criminelles qui occasionnent d'importantes pertes en vies humaines civiles et militaires, le nombre de déplacés et réfugiés qui ne cesse de croitre, la résurgence des coups d'Etat (Mali, Burkina Faso, Guinée-Conakry, Tchad). Des approches coordonnées et collectives paraissent urgentes pour répondre efficacement à des menaces sécuritaires hybrides et dynamiques. Ce qui signifie l'intégration des politiques de sécurité nationale dans une politique sahélienne de sécurité et de défense globale pour promouvoir une meilleure sécurité collective face aux défis sécuritaires dans cette région. Se posent dès lors les interrogations suivantes :

- La communautarisation de la sécurité peut-elle être la solution à l'instabilité au Sahel ?
- Comment établir une dynamique de coopération sécuritaire intra-sahélien pour répondre efficacement aux défis sécuritaires de la région ?
- Comment rendre concrète et viable une telle coopération au Sahel ?

Les défis auxquels la région fait face sont énormes. De manière non exhaustive ils sont d'ordre sécuritaire, politique, socio-économique et environnemental. S'y ajoutent des facteurs aggravants que sont l'immensité du territoire, la crise de confiance entre les Etats et les populations, les relations tendues entre les FDS et les populations, des institutions défaillantes qui ne jouent pas leurs rôles convenablement, la crise de confiance entre les Etats du Sahel de plus en plus perceptible, etc. De même, les Etats ont de plus en plus le sentiment d'être seuls face aux défis sécuritaires qui les assaillent.

Même si l'empreinte terroriste reste marginale pour le moment dans la région du Golfe de Guinée comparée au Sahel, les fragilités et les clivages communautaires demeurent un terreau fertile pour l'expansion de l'offre terroriste. Ce qui fait craindre l'évolution de menaces lointaines à l'endogénéisation ou territorialisation de la violence dans les pays côtiers. La situation dans l'Est du Burkina Faso rend le Bénin fragile aux attaques des groupes armés extrémistes car les deux pays partagent des frontières longues de 306 km^2. Toutefois, la menace ne vient pas seulement du Burkina Faso. Des informations recueillies par Promediation indiquent la présence d'une Katiba au cœur du parc W, en territoire nigérien. Liée à l'EIGS, la katiba de Usman Dan Fodio compterait une quarantaine d'éléments et aurait pour chef un Béninois répondant au nom d'Abdallah. Ce Yoruba serait né à la frontière entre le Bénin et le Nigeria. Il serait parti se battre au Mali en 2012 et aurait intégré le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

La faiblesse des réponses des Etats, qui peinent à garantir la sécurité de leurs populations au Sahel, motive celles-ci à se procurer des armes pour se protéger à travers la constitution des comités de vigilance et de milices d'autodéfense. Non sans se substituer aux forces régaliennes, les communautés tentent de prendre leur destin en mains. A travers cette organisation revêtant un caractère communautaire, l'élite politique locale la

perçoit comme une solution alternative à l'insécurité. Si dans certains pays, cette approche est mal appréciée, dans d'autres en revanche, elle est perçue comme un acte patriotique face à la multiplication des attaques armées imputables aux groupes terroristes opérant dans l'espace sahélien avec une ramification vers le Golfe de Guinée (GSIM et Al-Qaïda). C'est le cas au Burkina Faso avec l'institutionnalisation du recrutement des volontaire pour la défense de la patrie (VDP). Cette approche se présente comme une alternative de court terme. Elle permet de confier la mise en œuvre des politiques sécuritaires à des communautés vivant dans des espaces dont elles maitrisent les problématiques et connaissent les enjeux. Sur un plan opérationnel, elle contribue à mieux anticiper les attaques à travers la communication des informations/renseignements dès la phase de planification par les groupes terroristes. De plus, les communautés ont la capacité d'identifier toute personne étrangère à elles et connaissent également les membres déviants impliqués dans les actes terroristes. Cependant, l'intégration communautaire dans les questions sécuritaires nécessite une évaluation des risques préalable pour ne pas contribuer à l'alimentation des conflits communautaires au regard des clivages ethniques provoqués par le terrorisme dans les pays du Sahel et qui peuvent saper le vivre ensemble.

La communautarisation pourrait être efficace si en amont, les conflits sont mieux gérés. Ce faisant, le risque majeur est de voir les communautés s'armer de manière irrégulière à partir des réseaux de trafic sans laisser la possibilité de marquer et de recenser les armes. Celles-ci à long terme, pourraient être utilisées par les communautés les unes contre les autres lors des affrontements. Cette situation laisse perplexe le choix de la communautarisation de la sécurité comme solution.

Le caractère transnational et multiforme des menaces sécuritaires et la faiblesse des moyens imposent aux pays sahéliens de s'inscrire dans une dynamique de coopération saine et sincère pour relever les défis communs. Il s'agit pour les Etats sahéliens d'asseoir des mécanismes de coopérations combinant à la fois sécurité et développement en se soutenant mutuellement. Il s'agit de renforcer les mécanismes de gestion des frontières communes à travers l'intégration communautaire par l'application des principes de police de proximité et le retour de l'Etat à travers les services sociaux de base. Le partage d'informations en temps réel et la conduite d'opérations conjointes de sécurisation le long des frontières communes dans les zones impactées de manière permanente, permet de consolider la confiance des populations. En outre, il s'avère impérieux de renforcer/opérationnaliser au sein de l'espace sahélien la diffusion des renseignements opérationnels de manière instantanée sur le terrain, en cas de menaces ciblant un des Etats membres afin de réduire les temps de réaction. Ce faisant, la mise en place d'une cellule conjointe d'analyse et de diffusion du renseignement pourrait contribuer à rendre plus prompte la réponse.

Toutefois, il y a lieu de reconnaitre que les Etats membres étant différemment affectés et au regard des liens que ces derniers tissent avec d'autres pays tiers dans le cadre de la coopération bilatérale pourrait être un facteur handicapant. Il en résulte la nécessité de renforcer la confiance dans les relations entre Etats. Ce faisant, les droits de poursuite et d'observation doivent être revus pour permettre la continuité des actions initiées en profondeur d'un autre territoire.

Il faut souligner qu'il n'est pas possible de faire face aux défis communs sans s'inscrire dans une dynamique de gestion intégrée des problématiques communautaires transfrontalières par la résolution des conflits, la présence des Etats et une coopération saine, effective et durable basée sur la confiance et le financement des actions régionales à travers les ressources internes propres aux Etats.

Recommandations

- De ce qui précède, il faut noter que la mise en œuvre concrète et viable de la coopération entre les Etats du Sahel passe par l'engagement de chacun à entretenir des rapports équilibrés et de confiance dans l'application des accords. Définir des politiques communes d'intervention sur les actions de développement et la participation équitable de chaque Etat de l'espace sahélien dans le financement afin de lui garantir une totale autonomie est un axe à privilégier.

- Etendre les mécanismes de coopération aux pays tiers au regard de l'importance de leur expérience en la matière demeure indispensable. En effet, aucune politique régionale de lutte contre le terrorisme ne saurait apporter des résultats sans impliquer d'autres pays tiers au regard des avantages stratégiques que confèrent leurs positions géographiques d'une part et leurs expériences d'autre part comme c'est le cas de l'Algérie, la Libye et les pays du Golfe de Guinée. Aussi, il faudrait que chacune des parties prenantes s'inscrive dans une dynamique de mutualisation des moyens dans le domaine de la surveillance des espaces aériens, de détection des trafics et contrebandes ainsi que les mouvements des groupes terroristes et criminels organisés à travers les frontières.

- Harmoniser les doctrines d'intervention et organiser des exercices conjoints entre forces de défense et de sécurité des pays membres, périodiquement, permet de rendre la coopération opérationnelle dynamique en renforçant la confiance entre les armées.

- Il est tout aussi important de développer et de renforcer la coopération policière et judiciaire à travers la conduite des enquêtes conjointes et le partage d'informations sur les terroristes et criminels arrêtés dans un Etat car les mêmes acteurs sont impliqués dans la commission d'actes dans tous les pays de l'espace sahélien. Il peut également être envisagé les transferts de procédures d'un Etat à un autre en fonction des moyens disponibles. De même inciter les pays à développer la coopération informelle à travers la création des plateformes d'échanges sur les problématiques afin de réduire les délais dans la transmission des requêtes d'assistance.

- Encourager le partenariat public/privé (PPP) dans la gestion des questions sécuritaires au niveau régional est fondamental. En effet, si grâce à Interpol des personnes recherchées sont arrêtées à travers les pays, grâce à la diffusion des notices, il devient impératif de mettre en place des mécanismes de partages des informations avec les opérateurs de téléphonie mobile pour retracer les numéros utilisés par les criminels et groupes terroristes et aussi retrouver les téléphones volés vendus à travers les autres pays qui semblent faciliter la communication entre les groupes sans être identifiés. Pour ce faire la mise en place d'une plateforme sahélienne de facturation détaillée de téléphonie faciliterait l'exploitation des numéros étrangers.

Panel 03 :

Sécurité collective au Sahel : quelles contributions des populations civiles aux efforts de paix et de stabilisation de la région ?

Face aux multiples défis que connait le Sahel, celui concernant la sécurité est sans aucun doute le plus pressent. Pour y apporter des réponses, la priorité a été donnée à l'action militaire sans produire les résultats escomptés. Au contraire, on note la persistance de l'insécurité et de l'instabilité dans cette région et qui se propage petit à petit vers les pays côtiers du Golfe de Guinée. Ce qui pose le débat de l'implication des différentes catégories de la population (femmes, jeunes et acteurs de la société civile) dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. D'ailleurs, une déclaration publiée le Mercredi 3 Février 2021 par la Présidence du Conseil de sécurité de l'ONU insiste sur l'importance du rôle que jouent les femmes au Sahel dans la prévention et le règlement des conflits, dans la consolidation de la paix et dans les situations d'après-conflit. Ses membres soulignent que les femmes « *doivent participer sur un pied d'égalité à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité et y être pleinement et véritablement associées* ». Les femmes, les jeunes et les organisations de la société civile sont au cœur des efforts visant à instaurer une paix durable par l'inclusion, la justice et la sécurité.

- Comment les acteurs civils peuvent-ils être impliqués et associés aux processus de paix et de sécurité au Sahel ?
- Quels peuvent être leurs contributions à la promotion de la paix et de la stabilité dans la région ?
- Comment améliorer la collaboration entre les différents acteurs pour des réponses plus efficaces et durables ?

Les contributions des civils à la promotion de la paix et de la stabilité dans la région sont diverses et variées.

Au Sahel énormément d'initiatives citoyennes sont entreprises par les populations locales pour une meilleure collaboration entre les communautés et tous les acteurs (étatiques, FDS, partenaires stratégiques), mais il manque un soutien effectif des gouvernants. A Ménaka (Mali), par exemple, dans le cadre de la recherche de la paix et de la sécurité l'association IGDAH a mené une opération « Ménaka sans arme » avec des résultats acceptables dans la ville grâce à des moyens propres. Également, les femmes ont joué un rôle important dans la recherche de la paix entre la plateforme et la coalition des mouvements de l'Azawad (CMA) en contribuant à faire asseoir les deux parties autour de la table des négociations. Elles sont aussi en train de jouer un rôle important entre l'Etat et les autres groupes armés. Aujourd'hui, il y a au moins 12 femmes qui sont impliquées dans le suivi de l'accord de paix et de sécurité alors qu'au départ il n'y en avait qu'une seule. Il faut donc soutenir et renforcer la participation des femmes dans la prévention, la gestion et le règlement pacifique des conflits.

C'est pourquoi, il y a lieu de travailler ensemble avec tous les acteurs afin d'espérer une paix et une stabilité durables. Il est important d'associer les populations dans les débats et les femmes doivent être impliquées dans ce processus (foras, consultations populaires etc.) afin de participer à la déconstruction des clichés sombres. Depuis longtemps, la plateforme des femmes du G-5 Sahel travaille au près des femmes qui sont victimes au départ de la crise et qui deviennent

de plus en plus des actrices de guerre. C'est pourquoi, la plateforme essaie de former de plus en plus des femmes médiatrices communautaires qui joueront un rôle important dans la recherche de la paix et de la sécurité. Il faut donner la parole aux communautés de base ; elles peuvent jouer un rôle important. La femme connait qui est terrorisme la nuit et qui est berger le matin car elle sait que, ça ne peut être que son mari ou son fils.

Il y a quatre points importants à retenir en ce qui concerne la contribution des populations civiles :

- Le premier point est la réponse spontanée que les populations apportent au problème ;
- Le second point c'est le recours à la culture, aux arts et valeurs traditionnels dans la lutte contre le terrorisme ;
- Le troisième point est relatif à la prévention et la dissuasion dans la lutte contre le terrorisme ;
- Le quatrième est lié à la lutte contre l'impunité, la corruption, l'injustice et la mal gouvernance.

La société civile prend activement part au renforcement de la collaboration entre les FDS et les populations civiles, à l'élaboration des politiques et stratégies sécuritaires, au renforcement des capacités des acteurs, à la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. Les médias diffusent des contenus appelant à la cohésion et à l'union. Il faut mettre l'accent sur la coopération civilo-militaire et éviter le chaos par la stigmatisation d'une certaine catégorie des populations en les étiquetant de terroristes. Par exemple les forces de l'ordre sont accusées de la tuerie des populations civiles lors des manifestations du 20 octobre 2022 au Tchad. Pour faciliter la collaboration il faut déconstruire positivement certains discours, faciliter la surveillance citoyenne en matière de prestation dans la délivrance des services de sécurité, garantir la sécurité des civils engagés dans les actions de paix durable, réaliser des activités communautaires dans les zones sensibles comme la zone des trois frontières et que les militaires fassent des services publics ambulants.

Les civils ont dès lors un rôle important à jouer dans la promotion de la sécurité dans la région. En atteste la Stratégie Nationale de Sécurité de Proximité qui est en vulgarisation au Niger et qui est le fruit des acteurs civils. Les OSC sont de plus en plus impliquées dans l'élaboration des politiques publiques de sécurité. On note dans ce cadre les pétitions citoyennes pour demander plus de transparence des fonds alloués au secteur de la sécurité, la formation des citoyens dans la digitalisation des données, la contribution des populations dans le partage des informations à travers des dénonciations, les médiations et conciliations faites par les civils, l'organisation des activités pour le renforcement de la cohésion sociale, la lutte contre les armes légères et le trafic des drogues. Autant d'initiatives des populations civiles pour contribuer à la stabilisation et la promotion de la paix au Sahel.

Cependant il convient de noter qu'il y a une tendance à la restriction de l'espace civique car le climat politique n'est pas favorable pour développer des initiatives sur les questions de défense et de sécurité qui restent la chasse gardée des pouvoirs publics et une question très sensible à leurs yeux. Des OSC essaient de faire des choses même si des voix dissidentes ne peuvent pas s'exprimer sur la question du terrorisme.

Les populations font au mieux dans l'alerte, mais il n'y a pas de réponse venant de la part des décideurs et cela reste un problème dans la lutte contre le terrorisme. Les populations sont dès lors entre le marteau et l'enclume d'un côté elles sont pillées par les terroristes et de l'autre elles sont souvent exécutées par les FDS.

Les organisations de la société civile ne doivent pas rester en marge de ce processus car elles sont les plus proches des populations et sont directement en contact avec les différents acteurs de

la crise (population, groupes armés et Etats) et ont un statut neutre et peuvent faire office de médiateur dans la résolution des conflits entre les différents acteurs. C'est pourquoi, il est impératif d'associer le trio femmes, jeunes et organisation de la société civile au processus de recherche de la paix et la cohésion sociale.

Recommandations

- Déconstruire les préjugés de part et d'autre des acteurs (civils et militaires).
- Faciliter la surveillance citoyenne en matière de prestation dans la délivrance des services de sécurité.
- Garantir la sécurité des civils engagés dans des actions de paix durable (par un mécanisme de protection des données pour les dénonciateurs).
- Les FDS gagneraient à réaliser des activités socio-communautaires (construction des forages, journées de salubrités dans les lieux publics par exemple) ou mettre en œuvre des services publics ambulants dans les zones de conflits afin de prendre en charge les éventuels cas d'urgence dans les régions où le besoin se fait ressentir.
- S'abstenir de tout acte violant les droits de l'Homme et des libertés fondamentales (torture, répression, voie de fait, viols et séquestration contre les civils).

Panel 04 :

Partage d'expériences et analyse des stratégies nationales de résilience contre l'insécurité au Sahel

Les mesures militaires ayant montré des limites quant à leurs capacités de juguler la propagation, une nouvelle dynamique a été enclenchée au niveau des Etats du Sahel. La réponse militaire a été modifiée après le sommet de Pau de janvier 2020 qui a fixé des priorités et amélioré la coordination entre partenaires. La coalition internationale pour le Sahel a vu le jour en avril 2020, elle comporte des actions intégrées et coordonnées en quatre piliers : la lutte contre les GAT ; le renforcement des capacités des forces armées des Etats de la région ; le soutien au retour de l'Etat et des administrations sur le territoire ; l'aide au développement. Chaque Etat sahélien dispose d'une stratégie conçue selon les réalités spécifiques de son environnement écologique, sa composante sociale, culturelle et économique. Les axes et les programmes de mise en œuvre de chaque stratégie de lutte contre l'extrémisme se veulent inclusifs, flexibles et dynamiques, pour répondre aux attentes des bénéficiaires. Les bonnes pratiques sont conçues pour répondre à des attentes spécifiques. Certaines sont durables d'autres sont dynamiques en raison de la volatilité sur le terrain et les attentes des victimes. Face à l'insécurité et l'instabilité, chaque pays sahélien a privilégié une option selon les spécificités du terrain. Tout en poursuivant l'action militaire, les Etats par souci d'apporter plus de réponses endogènes, urgentes et efficaces face à l'insécurité grandissante ont adopté des réponses à court et moyen terme, tendant à attaquer les causes profondes de la crise et rétablir la paix dans le pays.

Au Mali, ce sont les groupes d'autodéfense qui sont créés à base communautaire (Dogon). A cela, il faut ajouter les groupes privés qualifiés de « mercenaires ».

La Mauritanie a opté pour un dialogue avec les groupes extrémistes, une stratégie soutenue par des programmes de formation en sciences islamiques et insertion économique et sociale

Au Niger, on parle de dialogue intercommunautaire, de mesures inclusives endogènes qui impliquent un changement dans l'attitude des terroristes quant aux moyens de leur lutte et, éventuellement, une redéfinition sous certaines conditions, moyennant une formation permettant une réinsertion économique et sociale. Le Niger ayant capitalisé les expériences accumulées suite aux deux rébellions de 1990 et 1996 et sa stratégie de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent au Niger, qui se veut inclusive, participative en parfaite cohérence avec le guide régional du G-5 Sahel, il fait recours aux structures spécialisées suivantes : les FDS et les organes spécialisés.

- Le conseil national de sécurité (CNS) présidé par le Président de la République, il est représenté à l'intérieur du pays par les conseils régionaux de sécurité et les conseils départementaux de sécurité.
- Le Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité (CNESS), rattaché au cabinet du Président de la République ;
- La Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS - Sahel - Niger), intervient dans les zones sahéliennes pour la réalisation d'infrastructures de base nécessaires au développement
- La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), dont le Président est membre du CNS, dispose d'antennes dans les huit ré-

gions du pays. En identifiant les préoccupations des différentes couches de la société et en se basant sur une approche cohérente et complémentaire (gouvernement, partenaires au développement, actions humanitaires et de sécurité), la HACP avec son expérience sur le terrain est devenue la cheville ouvrière des actions de relèvement et des bonnes pratiques en matière de renforcement de la résilience communautaire et de la cohésion sociale. En partenariat avec plusieurs ONG internationales et nationales, la HACP a appuyé la création d'un cadre qui implique des étudiants dans la lutte contre la radicalisation. Les clubs UNESCO, présents dans toutes les universités du Niger ont entrepris et mis en place des mécanismes de prévention de la radicalisation à l'extrémisme violent (EV), c'est le premier programme contre la radicalisation en milieu scolaire au Niger.

Au Burkina Faso la dégradation de la situation sécuritaire qui dure depuis 2015 occasionnant plus de 3 000 morts et contraint au moins 1,9 million de personnes à fuir leurs foyers au 31 janvier 2023 selon les chiffres du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) a conduit à plusieurs initiatives prises par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis 2015 pour renforcer la résilience face à l'insécurité qui gangrène le pays. Les communautés ont-elles aussi développé des moyens de résilience endogènes face à la situation. La nouvelle charte constitutionnelle de la transition conduite par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) adoptée le 14 octobre 2022, assigne à la Transition quatre actions prioritaires dont la lutte contre le terrorisme, la restauration de l'intégrité du territoire, ainsi qu'une réponse à la crise humanitaire.

- Sur le plan militaire on note, entre autres, la conduite d'opérations de sécurisation du territoire et de contrôle de zones et d'opportunité à l'échelle nationale (Seno, Tapoa, Nakortougou, Ignouli, Foutouri, Otapuanu, Doofu…) ; la mise en place d'un plan stratégique pour la réforme des forces armées nationales adopté par décret en 2017; la création d'un commandement des opérations du théâtre national (COTN) initialement rattaché à la Présidence puis finalement à l'Etat major général des armées pour une efficacité opérationnelle et la réorganisation des régions militaires qui passent de trois à six afin de renforcer le maillage du territoire national. Il est par ailleurs créé deux régions aériennes, six régions de gendarmeries et six bataillons d'intervention rapide.
- Sur le plan politique l'état d'urgence a été décrété dans quatorze (14) provinces sur 45 que compte le Burkina Faso. Ensuite, la mise en place des VDP par une loi en 2020 relue en 2022 afin de revaloriser le statut de ces supplétifs des forces armées et améliorer la coordination opérationnelle entre eux et les FDS. En octobre 2022 le pays a recruté 50.000 VDP supplémentaires. Egalement, la mise en place en 2021 d'une politique de sécurité nationale et d'une Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent en 2021 suivie par l'adoption d'une Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme en 2022. Il a aussi été créé des comités locaux de dialogue pour la restauration de la paix avec des groupes burkinabè n'ayant pas de liens avec Al-Qaïda et l'organisation État islamique (EI) au lendemain du coup d'Etat du 24 janvier 2022. Les pourparlers auraient permis la levée du blocus instauré sur la ville de Djibo (chef-lieu de la province du Soum, dans le Nord) qui a pu être approvisionnée en avril 2022 par l'armée. Dans le même ordre d'idée plusieurs institutions consacrées au dialogue et à la réconciliation nationale ont été créées que sont l'Observatoire National pour la Prévention et la Gestion des Conflits Communautaires (ONAPREGECC), le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité

Nationale (HCRUN), le Haut Conseil pour le Dialogue Social (HCDS), l'Observatoire national des faits religieux (ONAFAR).

- Sur le plan socio-économique des programmes de développement ont été mis en place afin de renforcer la résilience des communautés face au terrorisme. Il s'agit d'abord, du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) mis en place par le gouvernement en 2017 pour un coût de plus de 400 milliards de FCFA, pour répondre de manière holistique à l'insécurité d'abord dans le Sahel Burkinabè, avant de s'étendre progressivement aux autres régions à partir de 2019. Il comporte quatre (04) composantes : socio-économique, gouvernance, défense et sécurité et gestion de programme et soutien institutionnel. Ensuite, le Plan national de développement économique et social (PNDES) I & II : un programme de l'État burkinabè et de ses partenaires dont la première phase a couvert la période 2016-2020, et la seconde la période 2021-2025. C'est un programme qui vise à transformer profondément et qualitativement l'économie nationale. La phase I a permis de renforcer le maillage sécuritaire du territoire passant de 60% en 2016 à 70% en 2019 et de mettre en place la Brigade spéciale des investigations anti-terroristes et la lutte contre la criminalité organisée (BSIAT) en octobre 2018.

Globalement, les mesures prises aux plans politique et militaire depuis le début de la crise sécuritaire peinent encore à produire les résultats escomptés. Au plan socio-économique, le bilan chiffré fait par le gouvernement burkinabè de la mise en œuvre de la première phase (2017-2020) du PUS parait satisfaisant avec 1500 types d'investissement réalisés en termes de dotations d'infrastructures sociaux de base dans les localités durement touchées pour un montant de plus de 300 milliards de FCFA. Mais ces zones (Sahel, Nord, Centre-Nord, Centre-Est, Est, Boucle du Mouhoun) continuent de faire face à de graves menaces sécuritaires et humanitaires.

En dépit de toutes les initiatives entreprises par les différents Etats des défis demeurent en vue de renforcer la lutte contre l'insécurité et la résilience au Sahel.

Recommandations

- Lutter contre la corruption et travailler à la promotion de la bonne gouvernance.
- Renforcer le système judiciaire et le respect des droits humains.
- Créer les conditions d'une collaboration solide entre les populations civiles et les FDS.
- Lutter contre la stigmatisation de certaines communautés.

Panel 05 :

Les perspectives d'une paix durable au Sahel : vers quels scénarii possibles à court, moyen et long terme ?

La représentante spéciale de l'ONU pour la région a constaté que le Sahel continue de faire face à des défis multidimensionnels, à des niveaux sans précédent d'insécurité et de défis humanitaires, à une instabilité socio-politique, aggravée par l'impact du changement climatique et à une insécurité alimentaire exacerbée par le conflit en Ukraine. S'y ajoute depuis 2020 une certaine tendance à une résurgence des coups d'Etats militaires perpétrés dans certains pays. De même, certains pays de la région seraient en train de redéfinir leurs stratégies de lutte contre le phénomène extrémiste en « diversifiant » leurs partenaires. On note aussi que les partenaires occidentaux de la région semblent réorienter de plus en plus leurs priorités en soutenant davantage l'Ukraine au détriment de la région.

La photographie actuelle du Sahel est celle d'une région avec des territoires qui échappent à l'autorité de l'Etat avec une administration alternative, sommaire voire absente. Un espace où les groupes pseudo jihadistes sont stabilisés autour de deux grandes centrales (EIGS et le GSIM/JNIM) qui se mènent une compétition et un conflit ouverts. Le Sahel est aussi une zone qui cristallise des crises institutionnelles dans certains pays (Mali, Tchad, Burkina Faso) et expérimente une radicalisation de certains groupes dans les milieux urbains.

Cette région est aussi devenue un terrain de jeu d'influence entre puissances marquée par la multiplication des acteurs sécuritaires (les partenaires internationaux, les forces onusiennes, les armées nationales, les milices, les supplétifs nationaux et internationaux, les groupes indépendantistes etc.). Ce qui laisse penser qu'il y a une absence de feuilles de route claires de sortie de crise. Plusieurs facteurs déterminent l'évolution de la situation au Sahel. Il s'agit dans l'immédiat de la réussite des transitions politiques, au Mali, au Burkina Faso et au Tchad ; de l'impact de la monté en puissance de l'armée malienne et de la stratégie du Burkina Faso ; et de l'issue de la confrontation EIGS / GSIM-JNIM.

En fonction des facteurs précédemment énumérés les scénarios ci-après sont envisageables pour le Sahel :

- Le scénario très optimiste : les pseudo jihadistes s'anéantissent entre eux, les armées remportent des victoires militaires, les territoires sont reconquis et la réconciliation intra et intercommunalité est engagée et les processus de transition menés à terme dans de bonnes conditions.
- Le scénario très pessimiste : le cancer pseudo jihadiste progresse, certains Etats s'effondrent, une « haïtisation » se met en place, avec des gangs et des dictatures s'installent sur des parties des territoires des Etats.

Les évolutions possibles à court terme dans la région sont : un affaiblissement des groupes pseudo jihadistes (défaite possible du GSIM), des victoires militaires renforcées sur le fuseau Est, des transitions qui se compliquent, des tensions politiques récurrentes.

Dans le moyen et long terme les crises actuelles vont inévitablement produire des changements de fond avec une refondation des Etats, l'émergence d'un leadership « conquérant », une longue période de crise et des Etats formatés (au numérique, à la mondialisation, à l'éducation en

particulier des filles et des femmes et l'adaptation aux changements climatiques).

L'avenir du Sahel est difficile à prévoir. La capacité des gouvernants à répondre correctement aux différents défis et en particulier celui de la gouvernance est cruciale. Le potentiel escalade ou désescalade de la crise dépendra des facteurs non exhaustifs ci-après :

1. Les Etats n'arrivent pas à sortir des tendances actuelles, ni à répondre aux besoins des populations défavorisées. En focalisant leur stratégie sur le tout sécuritaire les dépenses de sécurité ont atteint 30 %, 24 % et 18 % des budgets du Tchad, du Mali et du Niger, empiétant sur le financement des services sociaux de base. Ce qui peut entrainer un approfondissement de la rupture de confiance, une résurgence de la violence locale, des successions de coups d'Etats et une contagion régionale.
2. Les Etats, leurs partenaires et les communautés prennent conscience de la complexité de la crise et travaillent au renouveau du contrat social avec des réformes courageuses et ambitieuses, une reconstruction sociale et une co-construction de la sécurité.
3. La faillite des Etats au détriment des nouveaux acteurs armés du fait de la pression démographique, des conflits locaux, de la croissance des inégalités et une incapacité de l'Etat à offrir des services publics. La population va doubler d'ici 2040 au Mali, passant de 21,5 à 40 millions d'habitants, et de 23 à 55 millions au Niger. La jeunesse représentera les trois quarts de la population, et exercera une pression et une demande sociale exponentielle. « *Dans la région, la moitié de la population a moins de 15 ans et la moitié des enfants ne sont pas scolarisés. Ils seront les adultes de 2040* » Fonds des Nations unies pour la population.
4. La transposition et l'intensité des rivalités entre puissances dans la région ouest africaine et du Sahel et l'impact des compétions (alliance atlantique / Russie / Chine et dans une certaine mesure les BRICS).
5. L'évolution de la situation du Maghreb (rivalités Maroc / Algérie, évolution de la situation en Libye et la Tunisie ?).

III. Recommandations générales

A l'endroit de la Friedrich Ebert Stiftung

- Travailler à l'instauration à coté du dialogue Sahara d'un programme de Dialogue Pays Côtiers ou Dialogue Sahel-Pays du Golfe de Guinée pour partager et capitaliser les expériences et prévenir les erreurs qui font le lit de l'expansion du terrorisme et de l'extrémisme violent vers les États côtiers.
- Accompagner les pays du Golfe de Guinée à se doter de stratégies nationales de prévention de l'extrémisme violent et à s'organise pour les financer.
- Inciter les acteurs étatiques et politiques à mettre en place des dispositifs réalistes qui associent et impliquent les populations (femmes et jeunes), les OSC et les élus aux politiques et stratégies de recherche de solutions pour la paix, la prévention des conflits et la sécurité
- Renforcer son appui aux différents partenaires exerçant sur le terrain : ONG nationales, OSC, organisations nationales ou régionales des femmes et des jeunes etc.
- Mettre en place un cadre de partage d'information et de synergie d'action entre les différentes structures partenaires citées plus haut.

A l'endroit des OSC

- Tendre vers la spécialisation des OSC dans leurs domaines d'intervention notamment dans le domaine de la sécurité et mutualiser les actions communes entre OSC intervenant dans le domaine.
- Impliquer les OSC dans les initiatives de lutte contre le terrorisme en obtenant une place au sein des instances nationales de prises de décision.
- Renforcer les compétences et ou les capacités des OSC dans les stratégies de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
- Favoriser la collaboration entre les OSC du Sahel et ceux des pays côtiers et mettre en place la coopération judiciaire et pénale entre les Etats du Sahel et ceux du Golfe de Guinée.
- De mettre en avant la question de la synergie d'action entre les acteurs afin de faire face à l'insécurité.

A l'endroit des décideurs politiques

- Travailler à mettre en œuvre des stratégies holistiques et intégrées qui combinent les réponses militaires et sécuritaires, les mesures diplomatiques et de coopération bilatérale et régionales et les programmes de développement de prévention et de sécurité humaine selon que le pays est déjà attaqué, sous menace ou encore hors de toute menace visible.
- Mettre l'accent sur le renseignement en impliquant la police, la gendarmerie et autres et éviter une réponse purement militaire et créer une cellule conjointe d'informations entre les pays du Sahel et ceux du Golfe de Guinée. Il faut aussi encourager le renseignement humain qui est un moyen important dans la prévention de l'extrémisme violent en renforçant la collaboration entre les FDS et les populations.
- Encouragez le dialogue multi-acteurs, y compris avec les groupes terroristes qui en montreront les dispositions morales dans le cadre d'une concorde nationale.
- Aux pays côtiers de se doter des stratégies nationales de préventions de la radicalisation et de l'extrémisme violent.
- Viser la bonne gouvernance dans les domaines notamment de la sécurité et de la défense et lutter contre l'impunité au sein des FDS quelles que soient les statuts afin de réduire leurs abus et violations de droits humains contre les populations civiles.

- Créer des structures communautaires de relèvement et de stabilisation dans les régions touchées par la crise.
- Travailler à une construction plus poussée des rapports de confiance qui renforcent la collaboration et la légitimité réciproque et réduisent la méfiance des populations. Le travail avec les civils et leur implication dans la promotion de la paix et la sécurité, le vivre-ensemble n'est plus une option mais une nécessité.
- Promouvoir l'éducation civique et citoyenne pour renforcer l'adhésion aux valeurs démocratiques et encourager une plus grande implication citoyenne dans la conduite des politiques nationales.

A l'endroit des acteurs internationaux et régionaux (ONU, UA, UE, CEDEAO, G-5 Sahel)

- Promouvoir en leur sein des dialogues fructueux afin qu'ils mettent en place un mécanisme consensuel efficace et solide de coordination des diverses stratégies mises en œuvre de façon désordonnée dans le Sahel.
- Soutenir les États en transition dans la mise en place d'institutions fortes pour que la stabilisation et la sortie de crise soient bénéfiques aux populations, à eux-mêmes et à l'ensemble de la région.
- Dans la mise en œuvre des programmes de développement, il serait plus que nécessaire d'opérer une ouverture sur le renforcement de la gouvernance locale, y compris communautaire dans la prise en charge des questions sécuritaires, et mettre un accent particulier sur le renforcement des capacités institutionnelles, techniques, technologiques et organisationnelles incluant l'appui au développement local.
- Veiller à ce que les réformes institutionnelles permettant des alternances et des transitions pacifiques se déroulent aux calendriers établis (par exemple des procédures de mandature des présidents).
- Mettre l'accent sur la coordination des efforts entre l'UA, la CEDEAO et l'Initiative d'Accra pour mieux lutter contre l'insécurité à travers des cadres de coopérations communs inter étatiques et des mécanismes de gestions commune des frontières.

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG